



Revue de presse



Lundi 18 septembre 2023

Ouverture de la réunion du Conseil des gouverneurs des banques centrales arabes



ALGER - Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a présidé, dimanche au Centre international de conférences (Abdellatif Rahal) à Alger, l'ouverture des travaux de la 47e session ordinaire du Conseil des gouverneurs des banques centrales et institutions monétaires arabes, qui se tient sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

La rencontre, ouverte en présence de Abdul Rahman Ben Abdullah Al Humaidi, directeur général et président du Conseil d'administration du Fonds monétaire arabe, du gouverneur de la Banque d'Algérie (BA), Salah Eddine Taleb, et du

Conseiller économique du président de la République, Yacine Ould Moussa, se penchera sur l'examen de l'efficacité de la politique monétaire dans les pays arabes destinée à contrer l'inflation née des perturbations de l'offre, les facteurs derrière la hausse de l'inflation ainsi que le rôle des politiques monétaire et financière pour endiguer ce phénomène.

Les gouverneurs des banques centrales et institutions monétaires arabes se pencheront également sur l'étude de l'équilibre entre le renforcement de la digitalisation des services financiers et le maintien de la stabilité financière en examinant les opportunités et risques liés à l'utilisation des technologies financières (Fintech) et le contrôle des sociétés opérant dans ce segment dans les pays arabes, et le cadre et politiques de maîtrise des risques inhérents à ces mêmes technologies.

Parmi les axes de cette session, l'indépendance, la transparence et la gouvernance au sein des banques centrales et la présentation de quelques expériences de banques centrales à travers le monde.



Réunion des gouverneurs des banques centrales arabes à Alger: L'Algérie prête à renforcer l'action arabe commune



ALGER - Le Premier ministre, M. Aïmene Benabderrahmane, a réitéré dimanche à Alger, lors de l'ouverture de la 47e réunion annuelle des gouverneurs des banques centrales et des institutions monétaires arabes, la pleine disposition de l'Algérie à soutenir tous les efforts visant le renforcement de la coopération arabe, saluant le soutien constant du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à ces efforts.

Intervenant à l'ouverture de cette réunion, qui se tient sous le haut patronage du président de la République, le Premier ministre a indiqué que "l'Algérie a toujours soutenu la stabilité financière et monétaire dans la région arabe, et que son

engagement envers ces principes restera constant», insistant sur l'action arabe commune pour renforcer la stabilité financière, booster la croissance économique et améliorer la qualité de vie des citoyens arabes, autant d'objectifs à réaliser avec le concours des banques centrales et les institutions monétaires arabes qui pourraient jouer un rôle central à cet effet.

Dans cette perspective, M. Benabderrahmane a affirmé que "les pays de notre région doivent saisir l'importance de l'innovation et de la transformation numérique dans le secteur financier", rappelant que "l'Algérie, grâce notamment à sa nouvelle loi monétaire et bancaire, avance dans la numérisation de son économie tout en veillant à la sécurité et à la fiabilité de ses systèmes financiers".

Il a également salué dans ce contexte le lancement en 2018 par le Fonds monétaire arabe (FMA) de la plateforme "Buna" conformément aux normes, exigences et principes internationaux du marché financier mondial, une action arabe commune visant, a-t-il dit, à améliorer l'infrastructure des paiements dans le monde arabe afin de faciliter et de sécuriser les échanges commerciaux et les investissements, en connectant, via cette plateforme, de nombreuses banques centrales et commerciales arabes.

M. Benabderrahmane a évoqué le financement externe des besoins financiers de certains pays arabes, sur fond de la hausse des taux d'intérêt mondiaux, ayant engendré une hausse de la dette des Gouvernements de plusieurs pays, la dette générale des pays arabes étant estimée à plus de 360 milliards de dollars, suscitant "un problème urgent pour les politiques publiques concernant les moyens de les adapter pour en réduire l'impact sur la situation économique générale et la stabilité financière des pays arabes en la conjoncture actuelle".

Il a estimé, dans ce sens, que l'action arabe commune "permettra de surmonter toutes les difficultés auxquels nous faisons face", qualifiant le Fonds monétaire arabe (FMA) d'institution solide, à même d'apporter à nos pays arabes un important soutien financier et technique, indispensables pour surmonter la phase actuelle".

Le Premier ministre a affirmé que cette réunion constitue une occasion pour appuyer le rôle important des banques centrales et des institutions monétaires arabes, l'objectif étant de renforcer la coopération et de favoriser l'échange d'expertises entre pays arabes concernant le domaine de travail des banques centrales.

La réunion permettra, en outre, de coordonner, voire d'unir les efforts des pays arabes face aux défis actuels, notamment en ce qui concerne les politiques financières et monétaires, l'inclusion financière et le renforcement du numérique en termes de services financiers, a-t-il soutenu, souhaitant voir les travaux de la réunion aboutir à des débats et des décisions fructueuses.

Hausse du PIB de l'Algérie à 233 milliards USD, celui par habitant à 5187 USD en 2022

Concernant l'Algérie, M. Benabderrahmane a indiqué que les indicateurs macroéconomiques et financiers du pays ont connu "une évolution remarquable" en dépit des crises qu'a connues le monde. Le PIB, après sa réévaluation à travers le rebasage, a atteint 233 milliards USD en 2022 et celui moyen par habitant 5187 USD de la même année.

"L'Algérie tend à préserver le pouvoir d'achat du citoyen par la subvention des produits de large consommation dans le cadre d'une politique économique efficace face à l'inflation, notamment en ce qui concerne l'importation", a-t-il dit.

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un excédent de 26 milliards USD en 2022 et devrait se poursuivre avec la même cadence en 2023 en dépit du recul des prix des hydrocarbures par rapport à 2022, a fait savoir le Premier ministre qui a indiqué que l'Algérie "poursuit sa stratégie visant la diversification de l'économie et de ses sources de revenus et l'élargissement de ses investissements les plus productifs".

L'ouverture de la réunion a été marquée par la présence du ministre d'Etat, conseiller du président de la République, Abdelaziz Khellaf, du conseiller du président de la République chargé des affaires économiques, Yacine Ould Moussa, du ministre des Finances, Laaziz Faid, du gouverneur de la Banque d'Algérie et président de la session actuelle de la réunion, (BA), Salah Eddine Taleb du directeur général et

président du Conseil d'administration du Fonds monétaire arabe, Abdul Rahman Ben Abdullah Al Humaidi, des gouverneurs des banques centrales et des institutions monétaires arabes, des représentants d'institutions financières et monétaires internationales et arabes et des ambassadeurs accrédités en Algérie.



Le contexte économique mondiale requiert une action interarabe en matière de politiques économiques



ALGER- Le Gouverneur de la Banque d'Algérie et président de l'actuelle session du Conseil des gouverneurs des banques centrales et institutions monétaires arabes, Salah Eddine Taleb a affirmé, dimanche à Alger, que le contexte économique mondial marqué par une croissance au ralenti, une inflation accélérée et un endettement élevé, requiert une action interarabe commune en matière de politiques économiques, réaffirmant l'engagement permanent de l'Algérie à soutenir les pays arabes frères qui font face aux difficultés.

S'exprimant lors des travaux de la 47e session ordinaire du Conseil des Gouverneurs des banques centrales et institutions monétaires arabes, organisée sous le haut

patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et dont l'ouverture a été présidée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, M. Taleb, a indiqué que la situation dans la région arabe "requiert de nous davantage de solidarité et d'action, notamment en matière de définition des politiques économiques pour faire face aux fluctuations cycliques par la création de structures d'épargne antichocs".

Le fonds de régulation des importations de l'Algérie a permis "d'absorber une partie importante des fluctuations des prix des hydrocarbures depuis 2014". Le programme de refinancement lancé en 2021 pour la relance économique post-Covid a constitué "une réponse équilibrée à ses répercussions", a indiqué le gouverneur de la BA qui a mis en avant "les évolutions remarquables enregistrées par les indicateurs macroéconomiques et financiers de l'Algérie qui se lance toujours dans la diversification et la modernisation de son économie et le passage à l'innovation".

En cette circonstance mondiale, "l'Algérie n'a eu de cesse de soutenir les pays arabes frères à faire face aux différentes difficultés et appeler une action arabe commune dans le cadre des institutions internationales pour leur apporter soutien rapide et nécessaire".

Il a précisé à ce propos que le contexte économique international et arabe dans lequel se tiennent les réunions de cette session, se caractérise par une hausse des prix des produits de base et le durcissement de la politique monétaire, par le relèvement des prix du bénéfice, en vue d'alléger l'ampleur de la vague d'inflation mondiale et l'endettement élevé chez certains Etats.

Ces circonstances exceptionnelles ont poussé, a-t-il ajouté, les établissements internationaux et régionaux à revoir leurs prévisions de la croissance économique, d'autant plus que le Fonds monétaire international

(FMI) a prévu un ralentissement de la croissance économique mondiale en 2023 et en 2024, pour atteindre 3% par rapport à 3,5% estimée en 2022.

Le Fonds monétaire arabe (FMA) prévoit également, selon M. Taleb, que le taux de la croissance économique des Etats arabes atteigne environ 3,5% en 2023 et 4% en

2024, par rapport à environ 5,6 % en 2022, impactée par le recul de l'activité économique mondiale.

Par ailleurs, le Gouverneur de la BA a mis en avant l'importance de l'adhésion des banques arabes aux initiatives de consolidation des mécanismes de paiement et de transfert entre les Etats arabes, au vu de son importance dans le développement de la complémentarité financière régionale.

Pour M. Taleb, le soutien des banques centrales arabes à la plateforme de paiement "BUNA" créée par le FMA " se veut un facteur crucial dans la contribution à la réalisation des dimensions stratégiques de la plateforme dans la consolidation des opportunités de la complémentarité financière régionale et la liaison avec l'économie mondiale".

M.Taleb a relevé "le besoin de raccorder les banques arabes, d'exhorter les banques à activer les opérations de transfert à travers a plateforme et de présenter des initiatives qui consolident les opportunités de bénéficier de ses prestations".

Après avoir souligné l'importance des points contenus à l'ordre du jour de la réunion, à l'instar de l'efficacité des politiques monétaires à faire face à l'inflation et l'équilibre entre la consolidation de la numérisation et la préservation de l'équilibre financier, le Gouverneur de la BA a salué les initiatives du FMA de consolider l'inclusion financière dans la région arabe et la création du réseau de financement vert et durable.

Les économies arabes appelées à renforcer leur flexibilité pour faire face aux éventuels chocs



ALGER- Le Directeur général et président du conseil d'administration du Fonds monétaire arabe (FMA), Abdul Rahman bin Abdullah Al Humaidi a mis l'accent, dimanche à Alger, sur l'importance de renforcer "la flexibilité économique" au sein des économies arabes face aux éventuels chocs économiques, au regard de l'impact du ralentissement économique mondial.

"Un besoin pressant" se fait sentir en matière de renforcement des économies arabes et d'accroissement de leur flexibilité économique en vue de faire face aux éventuels chocs économiques", a précisé M. Al Humaidi, lors des travaux de la 47e session ordinaire du Conseil des gouverneurs des banques centrales et institutions monétaires arabes, dont l'ouverture a été supervisée par le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Dans ce contexte, le premier responsable du FMA a précisé que "cela se fait à travers les réformes structurelles et institutionnelles, désormais nécessaires, outre l'intensification des efforts pour le développement du secteur et des marchés financiers arabes renforçant également l'inclusion financière pour améliorer les chances de financement des différents secteurs".

Les pays arabes font face actuellement, à des défis économiques, d'où "la nécessité de consentir davantage d'efforts, d'agir et d'adopter des politiques à même de répondre aux exigences de la croissance économique, a expliqué M. Al Humaidi, rappelant "la hausse des niveaux de chômage dans la région arabe ayant atteint l'année dernière 10,7% soit le double de la moyenne mondiale, selon les estimations de la Banque mondiale".

Parmi ces défis figurent également les taux d'endettement qui ont atteint les 98% du PIB globale des pays arabes débiteurs à la fin de 2022, en plus de la fluctuation des prix des produits de base, selon M. Humaidi.

Compte tenu de la situation économique mondiale instable, "il est nécessaire d'intensifier les efforts internationaux coordonnés afin de diminuer les dangers d'une récession et d'une crise de dettes qui affecteraient l'économie mondiale", a-t-il ajouté.

Présentant les grandes lignes du plan stratégique du Fond pour 2020-2040, le même intervenant a précisé qu'il visait à soutenir les efforts des pays membres afin de parvenir à une stabilité monétaire et financière, affirmant que les échéances à venir consistent en la création des crypto-monnaies par les banques centrales et au choix de la meilleure combinaison des politiques monétaires et préventives dans la gestion des crises économiques et autres qui ne cessent de s'abattre sur le monde.

Après avoir salué les efforts des banques centrales arabes dans la régulation des situations du secteur bancaire et financier, le DG du Fond a salué l'unification de la banque centrale libyenne, "un pas nécessaire pour l'unification des efforts de développement du secteur financier en Libye".

Par ailleurs, il a mis en avant le progrès réalisé quant à l'initiative d'inclusion fiscale dans la région arabe lancée par le Fond.

Créé en 1976, le FMA est une institution financière régionale arabe, visant principalement à établir des politiques et des méthodes de coopération monétaire arabe, développer les marchés financiers arabes et réunir les conditions menant à la création d'une monnaie arabe unifiée, outre le règlement des paiements courants entre les Etats membres de manière à améliorer le mouvement des échanges commerciaux.

Parmi les mécanismes sur lesquels s'appuie le FMA, l'octroi de facilités (prêts) à court et moyen termes aux Etats membres pour aider à financer le déficit total des balances des paiements, la coordination des politiques monétaires des Etats membres et le développement de la coopération entre les autorités monétaires de ces pays.

Il s'agit également de libérer et de développer les échanges commerciaux et les paiements courants qui en découlent, ou encore promouvoir le mouvement de capitaux entre les Etats membres.

Cette réunion constitue, en fait, une occasion pour les gouverneurs de banques centrales et d'institutions monétaires arabes d'examiner l'efficacité de la politique monétaire dans la lutte contre l'inflation et de passer en revue les principaux facteurs qui la provoquent ainsi que le rôle de la politique monétaire budgétaire dans la réduction de ce phénomène.

Seront discutés lors de cette rencontre, la coordination des positions des pays arabes face aux développements économiques et financiers mondiaux, ainsi que l'équilibre entre le renforcement de la numérisation des services financiers et le maintien de la stabilité financière, ou encore les opportunités et risques associés à l'utilisation des technologies financières modernes.

Il sera également question de promouvoir l'autonomie, la transparence et la gouvernance en matière d'activités des banques centrales.

Une table ronde sera organisée, lundi, dans le cadre des travaux de cette session, sur le thème "Les défis auxquels sont confrontées les banques centrales: interaction des politiques monétaires et financières".



Le sommet du G77+Chine appelle à la coopération internationale et au multilatéralisme



LA HAVANE - Le sommet du Groupe des 77 et de la Chine (G77+Chine) s'est achevé samedi au Palais des congrès de La Havane sur un appel à la promotion du multilatéralisme et de la coopération internationale, rapportent des médias.

"Au cours de ces journées, Cuba a été la capitale du Sud, l'espace de l'espoir éternel, la patrie de ceux qui reçoivent le moins de la richesse mondiale alors qu'ils y ont le plus contribué", a déclaré le Premier ministre cubain, Manuel Marrero.

La Déclaration finale du sommet a également été approuvée samedi, soulignant "le besoin urgent d'une réforme globale de l'architecture financière internationale et d'une approche plus inclusive et coordonnée de la gouvernance financière mondiale".

"Nous rejetons l'imposition de lois et de règlements ayant un impact extraterritorial et toutes les autres formes de mesures économiques coercitives, y compris les sanctions unilatérales contre les pays en développement, et nous réaffirmons qu'il est urgent de les éliminer immédiatement", indique la Déclaration.

"Nous réaffirmons pareillement notre engagement à renforcer l'unité et la solidarité du groupe afin d'atteindre ses objectifs et de renforcer son rôle dans le contexte international actuel", ajoute-t-elle.

Le sommet est convenu de faire du 16 septembre la Journée de la science, de la technologie et de l'innovation dans les pays du Sud.

"Nous pouvons dire que le sommet de La Havane a été un succès", a affirmé Rodolfo Benitez, directeur général du ministère cubain des Affaires étrangères, ajoutant que les Etats membres du G77 souhaitent modifier l'ordre mondial actuel afin de construire leurs propres modèles de développement.

Cuba a pris la présidence tournante du G77 en janvier. Le prochain sommet G77+Chine est prévu à Kampala, en Ouganda, en janvier 2024.



Finance islamique : «De nouvelles banques étrangères vont s'installer en Algérie»



La finance islamique a connu un développement accéléré sur le marché bancaire en Algérie, offrant une diversification des sources de financement et d'épargne répondant aux exigences des citoyens. Plusieurs avancées sont ainsi réalisées sur ce segment bancaire, notamment après la révision de la loi sur la monnaie et

le crédit qui a inclus un chapitre dédié à la finance islamique.

PAR NABIL MANSOURI

Promulguée en juin dernier, la nouvelle loi monétaire et bancaire consolide davantage le cadre juridique de ce secteur, en consacrant, entre autres, la création de banques exclusivement dédiées aux produits islamiques, ouvrant la voie à des partenariats nationaux et internationaux pour la création de nouveaux établissements bancaires et financiers islamiques en Algérie.

Selon le président du comité finance islamique à l'association des banques et établissements financiers, (ABEF), Sofiane Mazari, qui a accordé un entretien à l'agence presse APS, il va y avoir de nouveaux acteurs sur le marché de la finance en Algérie.

« De nouvelles banques islamiques étrangères vont s'installer, notamment du Moyen Orient, du Qatar, de Turquie ou même de la Malaisie », a-t-il avancé. Cette opportunité réglementaire, accordée par la nouvelle loi de la monnaie et du crédit, va attirer inévitablement des investisseurs étrangers en Algérie, vu l'intérêt grandissant de ce secteur.

En dehors des banques étatiques, le marché de la finance islamique est actuellement partagée par les banques islamiques Al Baraka et Al Salam, agréées par la Banque d'Algérie en septembre 2008, et d'autres banques privées, telles qu'AGB et Housing Bank, qui se sont alignées à cette nouvelle tendance.

Actuellement, une douzaine de banques proposent ces produits, notamment depuis la promulgation, en 2020, du cadre régissant cette finance, à savoir le règlement 2020-02 définissant les opérations de banque relevant de la finance islamique, et l'instruction 03-20 définissant les produits relevant de la finance islamique et fixant les modalités et caractéristiques techniques de leur mise en œuvre.

La finance islamique est désormais une opportunité pour diversifier le marché et le portefeuille de ces banques, notamment avec le lancement des sukuk (obligations islamiques), qui « permettront aux banques et aux compagnies d'assurance takaful de développer leurs investissements et de placer leurs trésoreries excédentaires », selon les estimations du représentant de l'ABEF.

Ces obligations islamiques, notamment souveraines (lancés par le Trésor public) « sont de nature à favoriser la création, à terme, de banques d'affaires « qui sont les plus à même de faire ce type de montages financiers et de les gérer » », a-t-il ajouté,

en insistant sur la « grande volonté » de la communauté bancaire pour investir et former le capital humain dédié à l'activité de la finance islamique.

Plus de 700 milliards de dinars collectés par la finance islamique

Désormais devenue une revendication sociale réclamée par la clientèle et une opportunité pour les banques publiques, le marché des produits bancaires islamiques, lancé il y a trois ans, enregistre un fort taux de croissance.

Les dépôts bancaires collectés par quelque 600 points de vente, entre agences dédiées et fenêtres islamiques au niveau des agences classiques réparties au niveau du territoire national, totalisent un peu plus de 700 milliards de dinars, selon des données récentes de l'ABEF.

Ce chiffre représente plus de 4% de la part des dépôts bancaires islamiques dans les ressources globales collectées par les banques de la place, contre un peu plus de 1% il y a cinq ans, a indiqué le président du comité finance islamique à l'ABEF.

Ce résultat est très intéressant et encourageant pour l'ensemble des banques, ajoute le même responsable, vu la croissance de la collecte des ressources, les financements, mais aussi la panoplie de produits bancaires conformes à la charia et qui ne cesse de s'étoffer.

À fin août 2022, les dépôts bancaires islamiques avaient totalisé 500 milliards de dinars, les financements 400 milliards de dinars, alors que le nombre de fenêtres islamiques au niveau des banques avait atteint les 469, d'après un précédent bilan communiqué par la Banque d'Algérie.

Il est essentiel de rappeler que l'ouverture de guichets et agences bancaires dédiées à la finance islamique est également une mesure pour récupérer une partie des fonds circulant en dehors du circuit bancaire. Même si ces chiffres restent modestes en comparaison des plus de 6000 milliards de dinars qui échappent encore au circuit bancaire, selon les chiffres des autorités, les spécialistes soulignent qu'il n'est pas non plus négligeable, si l'on considère que la finance islamique en Algérie n'en est qu'à ses débuts.

Alors que le pétrole algérien frôle les 100 \$: Vers l'accélération de la croissance économique.

Évoluant à un rythme soutenu durant ces deux dernières années, la croissance de l'économie algérienne devrait s'accélérer davantage en 2024, à la faveur non seulement de la hausse actuelle des prix du pétrole, mais aussi de la consolidation attendue des performances des principaux secteurs économiques hors hydrocarbures.

De fait, le Sahara blend, le pétrole brut de référence algérienne, dont le prix est majoré d'une prime additionnelle par rapport au Brent de la mer du nord auquel il est indexé, devrait désormais dépasser les 100 dollars offrant ainsi à l'Algérie une marge de manœuvre plus confortable pour consolider la bonne tenue de ses équilibres financiers extérieurs et le rythme global de sa croissance économique.

Le baril de Brent qui sert de référence à la cotation du pétrole algérien avait clôturé la semaine écoulée, faut-il le préciser, à des niveaux proches de 95 dollars le baril. Une tendance appelée du reste à s'installer dans la durée, selon les analystes du marché, qui tablent sur un nouveau resserrement de l'offre pétrolière mondiale face à une demande de nouveau en croissance, notamment en Chine et aux États-Unis, soit les deux principales locomotives de l'économie de la planète.

Des signaux très favorables pour l'économie algérienne, qui devra ainsi performer davantage en 2024, en consolidant surtout les soldes positifs de ses balances commerciale et de paiements et en confortant ses réserves officielles de change, évaluées actuellement à près de 85 milliards de dollars, soit une couverture suffisante pour plus de deux ans d'importation de bien et services.

Cette consolidation attendue des équilibres macro-économiques et macro financiers devrait également servir de socle à une accélération du rythme de croissance de l'économie nationale, qui devra ainsi être boostée à la fois par ses relais traditionnels des secteurs pétrolier et gazier, mais aussi et surtout par la poursuite des efforts engagés dans les filières hors hydrocarbures, dont surtout l'agriculture et l'industrie avec ses différentes branches.

Un secteur industriel, qui connaît d'ores et déjà un train de croissance appréciable en termes de valeur ajoutée, estimée à plus de 6% sur les trois premiers mois de l'année en cours selon les dernières évaluations officielles.

Globalement, avait annoncé début septembre courant le ministre des finances, Laâziz Faïd, lors d'une réunion technique d'ouverture de la mission du Fonds monétaire international (FMI) en Algérie, l'économie nationale devra boucler l'exercice en cours avec un taux de croissance de +5,3%, une hausse importante de ses exportations, une amélioration de ses réserves officielles de changes, une consolidation du solde positif de sa balance commerciale, ainsi qu'un accroissement de ses recettes budgétaires.

En somme, un tableau de bord économique avec des voyants qui passent pour la plupart au vert et qui laisse ainsi augurer d'une croissance plus soutenue dans divers secteurs durant les mois à venir, à la faveur non seulement du renchérissement des prix mondiaux du pétrole, mais aussi du parachèvement des différentes réformes législatives liées à l'investissement et à l'accès au foncier, qui devront aider grandement à améliorer l'attractivité de la destination Algérie.

Reste toutefois à accélérer la mise en œuvre de certains autres volets cruciaux des réformes structurelles, tels que la modernisation du secteur bancaire national et la finalisation du processus de numérisation de l'administration pour rompre concrètement avec les rigidités bureaucratiques qui peuvent entraver l'acte d'investir et freiner ainsi la poursuite des efforts de croissance économique.

Une croissance qui devra désormais s'appuyer essentiellement sur les investissements privés nationaux et étrangers, en particulier dans les secteurs hors hydrocarbures, afin de la rendre plus durable et surtout moins vulnérable à la volatilité des prix du pétrole et du gaz.



Gouverneur de la Banque d'Algérie : « compléter les efforts visant à intégrer les monnaies arabes »



Le Gouverneur de la Banque d'Algérie, Salah Eddine Taleb, a confirmé que l'Algérie connaît une évolution remarquable des indicateurs macroéconomiques et financiers malgré les différentes crises mondiales

récentes. Il a rappelé la volonté de l'Algérie de soutenir les pays arabes frères qui se heurtent à diverses difficultés.

Lors de l'ouverture des travaux de la quarante-septième session du Conseil des gouverneurs des banques centrales et des institutions monétaires arabes, le même responsable indique que l'Algérie, en dépit des différentes crises mondiales récentes, «s'était engagée dans la diversification de son économie, sa modernisation et sa transition vers l'innovation ».

À cet égard, l'orateur ajoute que, dans le domaine bancaire et financier, une nouvelle loi sur la monnaie bancaire a été adoptée cette année. Le texte « vise à développer des techniques financières modernes et à adopter des cadres bancaires et financiers islamiques ». Tout en renforçant les pouvoirs du Conseil monétaire et bancaire, «l'objectif étant de renforcer les pouvoirs de la Commission bancaire tout en réalisant les objectifs de la politique monétaire et de la stabilité financière ».

Le gouverneur de la Banque d'Algérie, a également affirmé que «nous avons demandé à toutes les banques opérant sur le marché intérieur d'intensifier leurs transactions à travers une plateforme de paiement ». Il ne fait aucun doute que «l'appui des banques centrales arabes à la plateforme « Bouna » est crucial pour contribuer à la réalisation des dimensions stratégiques de la plateforme ».

L'intervenant a déclaré dans le même registre que « nous devons compléter les efforts visant à intégrer les monnaies arabes et à relier les autres banques ».

Mohamed Ait S.

Algérie 360°

Taux de change euro, dollar... : cotations du dinar en Banque et au marché noir ce 18 septembre



Selon les cotations commerciales d'ouverture du dinar algérien à la Banque d'Algérie du 14 au 18 septembre 2023, l'euro est coté à 147.01 dinars algériens à l'achat et à 147.08 dinars algériens à la vente. Cependant, sur le marché informel de change, l'euro a gagné du terrain avec un taux de change atteignant 227.00 dinars algériens pour l'achat et 229.00 dinars algériens à la vente.

De son côté, le dollar américain s'échange en Banque à hauteur de 136.95 dinars algériens à l'achat et à 136.97 dinars algériens à la vente. Toutefois, les cambistes du Square Port Saïd d'Alger proposent désormais l'unité du dollar américain à 209.00 dinars algériens à l'achat et à 214.00 dinars algériens à la vente.

De plus, les cours de change officiels de la Banque d'Algérie indiquent que le taux d'achat du dollar canadien s'est établi à 101.15 dinars algériens et son taux de vente à 101.19 dinars algériens. Alors que la paire USD/EUR a observé une hausse au niveau de la bourse informelle, la valeur de la monnaie canadienne stagne. En effet, les cambistes du Square d'Alger proposent l'unité de la monnaie canadienne à 150.00 dinars algériens à l'achat et à 152.00 dinars algériens à la vente.

Enfin, il faut noter que la livre sterling s'échange contre 171.04 dinars algériens à l'achat et contre 171.13 dinars algériens à la vente à la Banque d'Algérie. Tandis qu'au niveau du marché informel, l'échange de la livre sterling se maintient à 253.00 dinars algériens pour l'achat et à 256.00 dinars algériens pour la vente.

EL MOUDJAHID

Ahmed Hidouci, expert en économie : «L'Afrique est la porte d'intégration de l'Algérie à l'économie mondiale»



L'économiste Ahmed Hidouci affirme que l'Algérie œuvre, dans le cadre de sa stratégie intérimaire, à combler le vide qu'elle a laissé en Afrique, suite à son absence pendant plusieurs années de la scène économique, et estime que le continent africain figure parmi ses défis «les plus importants, d'autant plus qu'elle ne veut pas répéter l'expérience des accords de partenariat avec l'Union européenne et la

Zone arabe de libre-échange, compte tenu de leurs limites à répondre à ses intérêts économiques. Bénéficiaire des programmes de financement des banques et institutions financières africaines est en effet l'un des aspects de la stratégie globale pour la mise en œuvre de la nouvelle approche, comme soulignée, d'ailleurs, par les responsables des banques africaines qui ont exprimé leur disponibilité à financer des projets algériens dans le continent», affirme-t-il, précisant que la stratégie de notre pays pour le retour en Afrique repose sur le développement économique. «Un principe que l'Algérie considère comme la clé du règlement des crises et conflits politiques et sécuritaires dont souffrent les pays du continent», ajoute-t-il.

Le spécialiste relève que cette approche s'inscrit dans le programme du gouvernement pour l'intégration dans l'économie mondiale et régionale, en particulier dans les pays voisins, qui constituent, selon lui, «la profondeur naturelle de l'Algérie», avant de souligner les efforts de l'Algérie en vue de se positionner sur le continent africain, en particulier dans les pays à dimension stratégique, comme ceux du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest. Et d'enchaîner : «Le plan du gouvernement pour la présence économique sur le continent se décline en deux phases. La première est la préparation du terrain en ouvrant des voies vers l'Afrique profonde à travers des lignes aériennes, maritimes et terrestres, à l'instar de la ligne maritime directe de transport de marchandises vers la Mauritanie et le Sénégal, et prochainement vers la Côte d'Ivoire. Ceci en plus des liaisons aériennes vers plusieurs capitales africaines, outre les efforts déployés pour construire des routes vers les pays voisins, notamment la route reliant Tindouf à la ville mauritaniennes de Zouerate, ainsi que la Route de l'Unité africaine.» Hidouci rappelle également les directives des pouvoirs publics d'ouvrir des agences bancaires en Afrique, en commençant par la capitale sénégalaise, Dakar, dans une première expérience du genre, avec un capital de 100 millions de dollars alloué à la banque.

«La deuxième phase d'entrée sur le marché africain, poursuit-il, nécessite la mise en place des projets d'investissement tant par les secteurs public que privé, que ce soit à travers des investissements directs, ou par l'établissement de partenariats avec des investisseurs locaux, ce qui exige la mise en place de nouvelles formules financières.» Il met en avant, à cet effet, l'importance de recourir aux financements algériens et africains, et soutient que l'ouverture d'une banque algérienne dotée de capitaux considérables lui permettrait de pénétrer «avec force» le marché africain, tout en profitant des «opportunités de financement» offertes par les institutions financières africaines, dont l'Algérie est actionnaire, mais restée, toutefois, absente pendant plusieurs années de leurs programmes mis en œuvre dans différents pays du continent.

L'économiste juge à la fin que l'adoption par l'Algérie de cette logique lui permettra ainsi qu'aux entreprises algériennes d'établir des projets et de créer un dynamisme

économique, en s'appuyant sur les facilités disponibles, grâce à la ZLECAf, la Zone de libre-échange africaine, tout en se disant convaincu du potentiel du produit algérien pour être «compétitif» sur le marché africain.

EL MOUDJAHID

78e session ordinaire de l'AG de l'ONU : Forger un nouveau consensus sur la paix mondiale



Le président de la République prononcera, demain à New York, un discours sur la politique de l'Algérie en matière de solidarité internationale

Le débat de haut niveau, également appelé débat général, de la 78e session de l'Assemblée générale de l'ONU, qui sera

entamé demain avec la participation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, depuis hier à New York, traitera d'un ensemble de questions qui constituent des engagements phares de l'Algérie nouvelle à l'international.

D'une part, cette 78e session devant réunir les chefs d'État et de gouvernement de 193 pays intervient dans un contexte de mobilisation agissante, voire très distinguée, de l'Algérie dont la politique extérieure, sous l'impulsion du président Tebboune, a pris à bras le corps toutes les questions en rapport avec son thème : «Rétablir la confiance et raviver la solidarité: accélérer l'action menée pour réaliser le programme 2030 et ses Objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la solidarité, du progrès et de la durabilité pour tous» et, d'autre part, ladite session, et c'est important de le souligner, intervient aussi après l'élection, début juin dernier, de l'Algérie en tant que membre non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, un quatrième mandat du genre qui sera de vigueur dès le 1er janvier 2024.

Un rôle pivot pour la promotion de la paix par règlement pacifique des conflits

Très engagée dans la sphère internationale en faveur de la consolidation de la paix dans le monde, l'Algérie dispose de la réputation d'être un partenaire fiable et viable qui ne ménage aucun effort et qui exploite, de manière désintéressée, toutes les voies de règlement pacifique des conflits qui secouent la planète. En atteste son plan de résolution de la crise politico-militaire au Niger, initié par le président Tebboune pour rétablir, par la voie du dialogue inclusif et loin des pressions d'une quelconque intervention étrangère, l'ordre constitutionnel dans ce pays frère après le coup d'État dont il a fait l'objet le 26 juillet dernier. « Cette initiative, à laquelle ont adhéré les pays du voisinage et d'autres États extrarégionaux, tels l'Italie et les USA, atteste, si besoin est, du niveau élevé de conscience politique de l'Algérie, l'érigeant en État pivot dans son espace régional et international, en faveur de la paix et de la stabilité dans le monde, commente l'expert Ali Sahel, spécialiste des questions géopolitiques et vice-président du Parlement africain de la société civile.

Dans sa déclaration à El Moudjahid, il persiste et signe en affirmant que « c'est dans la philosophie et la conviction de l'État algérien de développer la culture de la paix pour les peuples africains que notre pays a beaucoup aidés d'ailleurs dans leurs processus d'émancipation et d'indépendance ». Nombreuses sont en effet les actions de médiation engagées par l'Algérie dans un cadre respectueux des principes de souveraineté des peuples et d'intégrité territoriale des États et qui ont donné lieu à la mise en branle de processus efficaces de résolution des conflits au sein des pays africains. En ce sens, et outre l'initiative du président de la République pour le Niger, la contribution de l'Algérie pour un retour de la stabilité au Mali et en Libye constitue un exemple édifiant en la matière. L'Algérie n'a pas hésité également à faire valoir son expérience en matière de médiation dans le règlement du conflit russo-ukrainien, une autre initiative en faveur de la paix saluée par la communauté internationale et approuvée par le président Vladimir Poutine.

Solidarité internationale, un fondement fondamental

Au chapitre de la solidarité internationale, un autre thème phare retenu à l'ordre du jour de la 78e session ordinaire de l'AG de l'ONU, notre interlocuteur, M. Ali Sahel affirme, sans détour, que les principes d'aide humanitaire et de solidarité internationale « font partie des principes fondamentaux qui fondent la politique extérieure de l'Algérie, lesquels principes sont ravivés dans leur dimension la plus noble sous l'impulsion du président de la République en direction, notamment, des pays touchés par des catastrophes naturelles, tels la Turquie et la Syrie qui ont été secoués par de violents séismes, et plus récemment la Libye qui a connu des inondations meurtrières ». L'État algérien, sur instruction du président Tebboune, n'a pas hésité par ailleurs à réaffirmer sa solidarité historique avec le peuple palestinien, à travers l'octroi, en juillet dernier, d'un montant de 30 millions de dollars pour la reconstruction de la ville de Jeanine suite aux bombardements meurtriers dont elle a fait l'objet de la part de l'occupant sioniste.

Développement durable : L'Algérie à l'avant-garde

Concernant les questions de développement durable et la consécration des ODD fixés en ce sens par l'ONU à l'horizon 2030, notre interlocuteur a mis en relief le fait que «l'Algérie a toujours initié des programmes conséquents chaque fois que l'opportunité se présente». Il a cité, entre autres, ce qu'il a qualifié de «la plus grande initiative du président de la République qui a décidé, en février dernier, d'allouer un montant d'un milliard de dollars US à l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, destiné au financement des projets de développement dans les pays africains». «Cet acte de bravoure concrétise à lui seul la vision de M. Tebboune quant à la nécessité d'accélérer le processus d'intégration économique intra-africain par des investissements adaptés au développement» a-t-il estimé. A la lumière de toutes ces actions engagées par l'Algérie sous la gouvernance judicieuse du président de la République, autant sur les questions de paix et de stabilité, de solidarité et de développement, l'expert Ali Sahel se dit convaincu en outre qu'à l'occasion de cette 78e session de l'Assemblée générale de l'ONU, le discours de M. Tebboune sera apprécié à la hauteur des actions multiples qu'il a initiées pour la paix, le progrès et la prospérité de l'humanité.



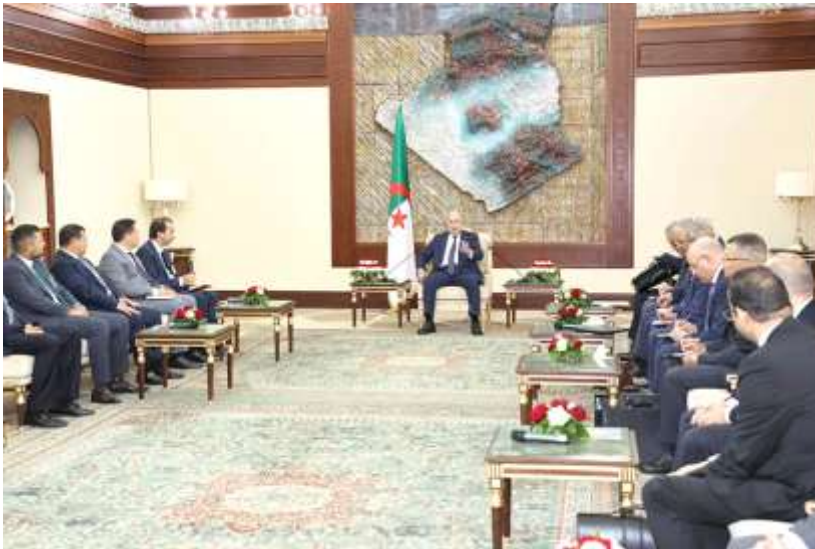
AVEC LA PARTICIPATION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE : Débat général de haut niveau à la 78e AG de l'ONU

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, est arrivé samedi à New York, pour participer aux travaux de la 78e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des nations unies (ONU).

À cette occasion, se tient un débat général annuel de haut niveau sur le thème «Rétablir la confiance et raviver la solidarité mondiale : accélérer l'action menée pour réaliser le Programme 2030 et ses objectifs de développement durable en faveur de la paix, de la prospérité, du progrès et de la durabilité pour tout le monde. » Les chefs d'État et de gouvernement, ainsi que les ministres, examinent des solutions aux défis mondiaux étroitement imbriqués afin de faire progresser la paix, la sécurité et le développement durable. Le débat général débutera le mardi 19 septembre, se poursuivra jusqu'au samedi 23 septembre et s'achèvera le mardi 26 septembre 2023. Mardi dernier, dans son discours inaugural, le Président de la 78e session de l'Assemblée générale, Denis Francis, cité par les sources onusiennes, a

présenté ses quatre priorités clés ou « mots d'ordre » pour la session : la paix, la prospérité, le progrès et la durabilité. De son côté, dans un entretien exclusif à ONU Info, le secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a dit de l'Assemblée générale de l'ONU que « ce n'est pas une foire aux vanités. Il s'agit d'un organe politique dans lequel les gouvernements sont représentés ». « Ce qui compte, c'est que les pays soient représentés par quelqu'un qui peut se montrer à la hauteur du moment présent », a-t-il ajouté, selon ce média. « La présence de la société civile, des entreprises, la présence des hommes et femmes de science, la présence des jeunes et des organisations de femmes sont absolument essentielles pour que cette Assemblée générale puisse être le reflet de ce que veut la société au niveau global », a indiqué le Secrétaire général. Et la société a un message très clair, même si quelquefois les gouvernements ne suivent pas : « la société veut la paix, la société veut la justice, la société veut que les objectifs de développement durable soient atteints ». « Ce qui me préoccupe, c'est de m'assurer que les pays qui sont ici (...) soient prêts à assumer les engagements nécessaires pour faire des objectifs de développement durable, qui malheureusement n'évoluent pas dans la bonne direction, une réalité », a-t-il souligné. António Guterres a insisté sur la nécessité de réformer le système financier mondial actuel, « injuste, dysfonctionnel et dépassé », afin de garantir la réalisation des ODD d'ici à 2030. Il a rappelé sa proposition de relance de 500 milliards de dollars pour soutenir les nations en développement afin de s'assurer qu'elles disposent des ressources nécessaires pour atteindre les ODD. La même source indique que le secrétaire général de l'ONU a également déclaré que le Sommet sur l'ambition climatique de 2023 sera l'occasion pour les pays, les entreprises et la société civile d'intensifier leurs efforts pour enrayer un changement climatique galopant. « Nous nous dirigeons vers une augmentation de la température mondiale de 2,6 à 2,8 °C d'ici la fin du siècle », a-t-il averti, soulignant l'urgence de revenir à l'objectif de limiter l'augmentation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels. Pour rappel, l'Assemblée générale est la principale instance d'élaboration des politiques des Nations unies. Rassemblant tous les États membres, elle offre un espace de discussion multilatéral unique pour débattre de l'ensemble des thèmes couverts par la Charte des Nations Unies. Chacun des 193 États membres des Nations unies dispose d'un vote égal. Elle prend également des décisions clés pour l'Organisation, notamment en ce qui concerne : la nomination du Secrétaire général, sur la recommandation du Conseil de sécurité ; l'élection des membres non-permanents du Conseil de sécurité ; et l'approbation du budget de l'ONU. L'Assemblée générale se réunit chaque année en sessions ordinaires de septembre à décembre, à New York, et à d'autres périodes, selon les besoins. Elle examine des questions spécifiques dans le cadre de points principaux ou secondaires de l'ordre du jour, qui conduisent à l'adoption de résolutions.

LE PRÉSIDENT ACCÈDE À LA DEMANDE DU CREA : Le processus d'évaluation fiscale d'entreprises gelé



Tout récemment, le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a indiqué que le président de la République a pris des « décisions importantes » pour faciliter l'activité des opérateurs économiques et résoudre leurs problèmes.

C'était au sortir de l'audience qu'a accordée, mercredi dernier, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune aux membres du bureau élargi du CREA, et à laquelle ont pris part le Premier ministre, Aïmène Benabderrahmane, le Directeur de cabinet à la présidence, Ennadir Larbaoui, le ministre des Finances, Laaziz Faid, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni et le Directeur général de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), Omar Rekkache.

Hier, le quotidien El Khabar a rapporté les précisions que lui a fournies le président du CREA, à propos de ces « décisions importantes ». Il s'agit du gel du processus d'évaluation fiscale de certaines entreprises par une commission paritaire mixte, du réexamen de tous les dossiers avec un changement radical dans la procédure suivie, du droit de recours pour les entreprises qui s'estiment lésées par l'objet du contrôle, et surtout, de redonner aux opérateurs économiques leurs droits dans le cas où l'erreur du comité serait avérée. Ce sujet faisait partie de plusieurs correspondances du CREA au président de la République, a fait savoir Kamel Moula. « Au cours de la séance, nous avons pu relever que le président de la République avait constaté que la démarche entreprise pour lutter contre la fraude dans le cadre de ladite commission n'était pas conforme aux directives qu'il avait émises », a commenté pour El Khabar, le président du CREA. Pour rappel, parmi les principales mesures fiscales contenues dans la loi de Finances pour l'année 2023, figurent celles relatives à la « lutte contre la fraude fiscale ». Il s'agit de l'extension de la procédure de

vérification approfondie de la situation fiscale d'ensemble (VASFE) à l'impôt sur la fortune et l'exercice du droit de reprise dans le cas du retrait partiel ou total des avantages fiscaux relatifs aux différents dispositifs préférentiels. Lors de sa rencontre avec le président de la République, le CREA lui a fait part des difficultés rencontrées par les opérateurs économiques confrontés à une bureaucratie qui entrave le développement des entreprises. Visiblement en allusion à une polémique qui a secoué récemment le patronat algérien, le président du CREA a donné à El Khabar son opinion selon laquelle « les discussions inutiles n'apportent aucune valeur supplémentaire, car un dialogue constructif doit avoir lieu dans des conditions de calme et de confiance. D'un autre côté, nous reconnaissons le droit de chaque individu à la liberté d'expression pour autant qu'il assume l'entière responsabilité de ses déclarations. »

Pour Kamel Moula, le président de la République fait beaucoup d'efforts pour améliorer la qualité de vie des citoyens et renforcer le secteur économique, mais les résistances au changement, comme la bureaucratie et l'indifférence de l'administration, constituent des obstacles majeurs au développement. Ce n'est pas la première fois que le président Tebboune intervient pour apporter des correctifs à l'action des pouvoirs publics, quand l'intérêt du pays l'exige. En février 2022, c'étaient les représentants des consommateurs et des commerçants qui avaient salué la décision du président Tebboune, prise en Conseil des ministres, relative au gel immédiat de tous les impôts et taxes sur certains produits alimentaires de large consommation, notamment les taxes prévues dans la Loi de finances 2022, afin de protéger le pouvoir d'achat des citoyens. À l'époque, le président de l'Association algérienne de protection et d'orientation du consommateur et son environnement (APOCE), Mustapha Zebdi, s'en était félicité dans une déclaration à l'APS. Le secrétaire général de l'Union générale des commerçants et artisans algériens (UGCAA), Hazab Benchahra, avait, lui aussi, salué, dans une déclaration à l'APS, cette décision qu'il avait qualifiée de « positive ».

PAYS EN DÉVELOPPEMENT À FAIBLE REVENU

Risque élevé de surendettement

Le thème de la dette publique mondiale continue d'accaparer l'attention des spécialistes. Un article bien documenté sur le sujet, paru dans un blog sur le site du FMI, incite les gouvernements à la réflexion sur le défi de la dette à relever au lendemain de la pandémie de la Covid-19. Tous les pays ne logent, certes, pas à la même enseigne. L'Algérie, par exemple, ne se sent pas concerné par le sujet présentement, étant donné son très faible niveau d'endettement.

Mais le niveau de la dette mondiale est tel qu'il va falloir en prendre note et faire en sorte que cette dernière ne puisse pas devenir un boulet au pied de la croissance.

L'article en question affirme, d'emblée, que si «la charge de la dette mondiale a reculé pour la deuxième année consécutive, elle reste, tout de même, supérieure à son niveau déjà élevé d'avant la pandémie», selon la dernière mise à jour de la base de données mondiales sur la dette du FMI. «La dette totale représentait 238% du produit intérieur brut mondial l'année dernière, soit 9 points de pourcentage de plus qu'en 2019. En dollars américains, la dette s'élevait à 235 000 milliards de dollars, soit 200 milliards de dollars de plus qu'en 2021», peut-on y lire. Autre constat accablant, la dette des pays en développement à faible revenu a également «considérablement» augmenté ces vingt dernières années, «bien qu'en partant d'un niveau plus bas initialement». Son augmenta-

tion rapide depuis la crise financière mondiale engendrerait des difficultés et des facteurs de vulnérabilité. «Plus de la moitié des pays en développement à faible revenu sont en situation de surendettement ou présentent un risque élevé de surendettement, et environ un cinquième des pays émergents ont émis des obligations souveraines qui s'échangent à des prix fortement décotés», a-t-on relevé. Ainsi, l'on affirme qu'«au cours des prochaines années, les décideurs devront faire preuve d'un engagement résolu pour préserver la viabilité de la dette». La raison ? Malgré le rebond de la croissance à partir de 2020 et une inflation largement supérieure aux prévisions, la dette publique est «restée obstinément élevée. Les déficits budgétaires, souligne-t-on, en sont notamment responsables, car de nombreux pays ont dépensé plus pour stimuler la croissance et répondre à la flambée des prix des denrées alimentaires et de l'énergie, alors même qu'ils mettaient fin au soutien budgétaire lié à la pandémie.» C'est pourquoi la dette publique, explique-t-on, n'a diminué que de 8 points de pourcentage du PIB au cours des deux dernières années, ce qui n'a compensé que la moitié environ de l'augmentation liée à la pandémie. Selon cette étude toujours, «la dette privée, qui comprend la dette des ménages et des sociétés non financières, a diminué plus rapidement de 12 points de pourcentage du PIB. Mais cette baisse n'a pas suffi à neutraliser l'augmentation due à la

pandémie». Les chiffres fournis donnent un aperçu sur l'évolution de la dette sur plusieurs années. «Avant la pandémie, a-t-on noté, les ratios dette mondiale/PIB avaient suivi une trajectoire ascendante pendant des décennies. La dette publique mondiale a triplé depuis le milieu des années 1970 pour atteindre 92% du PIB (soit un peu plus de 91 000 milliards de dollars) à la fin de 2022. La dette privée a, elle aussi, triplé pour atteindre 146% du PIB (soit près de 144 000 milliards de dollars), mais sur une période plus longue, entre 1960 et 2022.» Et ensuite d'affirmer que l'augmentation de la dette mondiale ces dernières décennies est «en grande partie imputable à la Chine», car le volume des emprunts a surpassé la croissance économique.

Selon cette étude, «le niveau d'endettement de la Chine, en part du PIB, a quasiment rejoint celui des Etats-Unis, alors qu'en dollars, sa dette totale est encore nettement inférieure (47 500 milliards de dollars contre près de 70 000 milliards de dollars). En ce qui concerne la dette des sociétés non financières, la part de la Chine (28%) est la plus importante au monde». Comment y remédier ? Il s'agit, selon cette expertise, de prendre des mesures de toute urgence pour réduire les facteurs de vulnérabilité de la dette et inverser les tendances à long terme. Pour les pays en développement à faible revenu, l'heure est à renforcer leur capacité à recouvrer davantage de recettes fiscales.

A. By.

CRÉÉE EN MAURITANIE
**L'Algerian Union
Bank inaugurée
mercredi
prochain**

Le ministre des Finances, Laâziz Faïd effectuera, le 20 septembre prochain, une visite en Mauritanie dans le but d'inaugurer la succursale de la Banque de l'Union, selon ce qu'a rapporté l'ambassade d'Algérie à Nouakchott. L'Algerian Union Bank (Union Banque d'Algérie, ndlr) est financée directement par l'État algérien à travers quatre banques publiques: la Banque nationale d'Algérie, la Banque extérieure d'Algérie, la Banque populaire de Crédit d'Algérie et la Banque d'agriculture et de développement rural, qui ont alloué 50 millions de dollars américains pour la nouvelle succursale en Mauritanie.

Ania Nch

بن عبد الرحمان يشرف على افتتاح اجتماع مجلس محافظي البنوك المركزية العربية



الجزائر- أشرف الوزير الأول، السيد أيمن بن عبد الرحمان، يوم الاحد بالمركز الدولي للمؤتمرات (عبد اللطيف رحال) بالجزائر العاصمة، على افتتاح اشغال اجتماع الدورة ال 47 العادية لمجلس محافظي البنوك المركزية ومؤسسات النقد العربية، الذي ينظم تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون.

و خلال الاجتماع، الذي حضره عبد الرحمن بن عبد الله الحميدي، المدير العام رئيس مجلس إدارة صندوق النقد العربي، و محافظ بنك الجزائر، صلاح الدين طالب، و المستشار الاقتصادي لرئيس الجمهورية، ياسين ولد موسى، سيبحث محافظو البنوك المركزية ومؤسسات النقد العربية فاعلية السياسة النقدية للدول العربية في مواجهة التضخم الناشئ عن اختلالات العرض.

و سيتم استعراض العوامل الرئيسية التي أدت إلى ارتفاع التضخم، وأبرز العوامل التي يمكن أن تؤدي إلى التضخم في المستقبل، ودور السياسة النقدية والمالية في الحد من هذه الظاهرة.

كما ستتم مناقشة التوازن بين تعزيز رقمنة الخدمات المالية والحفاظ على الاستقرار المالي من خلال التطرق إلى الفرص والمخاطر المرتبطة باستخدام التقنيات المالية الحديثة، والرقابة على شركات التقنيات المالية في الدول العربية مع استعراض إطار وسياسات ضبط المخاطر الناشئة عن هذه التقنيات.

ومن ضمن محاور الدورة استقلالية وتعزيز الشفافية والحوكمة في نشاط البنوك المركزية، من خلال بحث التوازن بين الاستقلالية ومحددات الشفافية لدى البنوك المركزية وتطبيقاتها، إلى جانب استعراض عدد من تجارب البنوك المركزية عبر العالم .



اجتماع محافظي المصارف المركزية العربية: تأكيد على استعداد الجزائر التام لتعزيز العمل العربي المشترك



الجزائر - جدد الوزير الأول, أيمن بن عبد الرحمان, يوم الأحد بالجزائر العاصمة، خلال اشرافه على افتتاح الاجتماع السنوي الـ 47 لمحافظي المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية، استعداد الجزائر التام لدعم كافة الجهود الرامية إلى تعزيز العمل العربي المشترك، مشيدا بالدعم المستمر لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، لهذه الجهود.

وفي مداخلته خلال افتتاح الاجتماع، الذي ينظم تحت الرعاية السامية للسيد رئيس الجمهورية، اعتبر الوزير الأول أن "الجزائر ساندت دائما الاستقرار المالي والنقدي في المنطقة العربية، و أن التزامها بهذه المبادئ سيظل ثابتا"، مؤكدا على ضرورة العمل العربي المشترك من أجل تعزيز

الاستقرار المالي وتعزيز النمو الاقتصادي وتحسين نوعية حياة المواطن العربي، كأهداف يمكن أن تؤدي المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية دورا محوريا في تحقيقها.

و من هذا المنظور، يضيف السيد بن عبد الرحمان، "يتعين على بلدان منطقتنا أن تدرك أهمية الابتكار والتحول الرقمي في القطاع المالي"، مشيرا الى أن "الجزائر، لاسيما من خلال قانونها النقدي والمصرفي الجديد، ماضية في تدعيم رقمنة اقتصادها مع الحرص على ضمان أمن وموثوقية أنظمتها المالية".

و نوه في هذا السياق بإنجاز صندوق النقد العربي لمنصة "بنى" سنة 2018، وفقا للمعايير والمبادئ والمتطلبات الدولية في السوق المصرفية العالمية، كعمل عربي مشترك من شأنه أن يساهم في تحسين البنية التحتية للمدفوعات في الوطن العربي بهدف تسهيل التبادلات التجارية والاستثمارية وتأمينها، حيث تم من خلالها ربط العديد من المصارف المركزية والتجارية العربية.

كما تطرق السيد بن عبد الرحمان الى التمويل الخارجي للاحتياجات المالية لبعض الدول العربية، في ظل ارتفاع أسعار الفائدة العالمية، و الذي زاد من تفاقم حجم الدين الحكومي في العديد من هذه الدول، حيث بلغ الدين العام الخارجي للدول العربية أكثر من 360 مليار دولار، وهذا ما يشكل، يضيف، "انشغالا ملحا على السياسات العمومية وكيفية تكييفها للحد من الانعكاسات على الوضع الاقتصادي العام وكذا الاستقرار المالي للبلدان العربية في الوقت الحالي".

و اعتبر في هذا الاطار العمل العربي المشترك "كفيلا بحلحلة كل الصعاب التي تواجهنا"، وأن "صندوق النقد العربي يشكل صرحا متينا يمكن أن تحظى بلداننا العربية من خلاله بقسط هام من الدعم المالي والتقني الضروري لتمكينها من تجاوز هذه المرحلة".

و أكد الوزير الأول أن هذا الاجتماع يشكل فرصة لدعم الدور الهام الذي تضطلع به المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية لتحقيق المزيد من التعاون وتبادل الخبرات في مجال عمل المصارف المركزية بين الدول العربية.

كما من شأنه، يضيف، أن يكون فرصة لتنسيق جهود الدول العربية وتوحيدها في مواجهة التحديات الحالية لاسيما فيما يخص السياسات المالية والنقدية وكذا الشمول المالي وتعزيز الرقمنة في مجال الخدمات المالية، معربا عن أمله في أن تتخلل أشغال الاجتماع مناقشات وقرارات مثمرة.

ارتفاع الناتج الداخلي الخام للجزائر الى 233 مليار دولار و نصيب الفرد منه الى 5187 دولار في 2022

و بخصوص الجزائر، اشار السيد بن عبد الرحمان، الى أنه و رغم مختلف الأزمات التي مر بها العالم، تشهد الجزائر "تطورات ملحوظة من حيث المؤشرات الاقتصادية الكلية والمالية"، حيث بلغ

النتاج الداخلي الخام، بعد إعادة تقييمه عبر مراجعة سنة الأساس، 233 مليار دولار سنة 2022 وبلغ متوسط نصيب الفرد من الناتج الداخلي الخام 5187 دولار لنفس السنة.

فضلا عن ذلك، يضيف، "تسعى الجزائر دوما إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن بدعم المواد واسعة الاستهلاك وانتهاج سياسة اقتصادية فعالة لمجابهة التضخم لاسيما منه المستورد".

من جهة أخرى، حقق الميزان التجاري الجزائري 2022 فائضا بقيمة 26 مليار دولار كما يتوقع ان يستمر الميزان التجاري سنة 2023 في تحقيقه فائضا بالرغم من تراجع أسعار المحروقات مقارنة بسنة 2022، يتابع الوزير الأول، مؤكدا أن الجزائر "ماضية قدما في استراتيجية تنويع اقتصادها ومصادر إيراداتها وتوسيع استثماراتها الأكثر إنتاجية".

و قد حضر افتتاح الاجتماع وزير الدولة، مستشار رئيس الجمهورية، عبد العزيز خلف، و مستشار رئيس الجمهورية للشؤون الاقتصادية، ياسين ولد موسى، و وزير المالية، لعزیز فايد، و محافظ بنك الجزائر و رئيس الدورة الحالية للاجتماع، صلاح الدين طالب، و مدير عام و رئيس مجلس إدارة صندوق النقد العربي، عبد الرحمن بن عبد الله الحميدي، الى جانب محافظي المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية و ممثلي المؤسسات المالية والنقدية الدولية والعربية و سفراء معتمدون بالجزائر.



السياق الاقتصادي الدولي يتطلب تعزيز العمل بين الدول العربية في مجال السياسات الاقتصادية

الجزائر - أكد صالح الدين طالب، محافظ بنك الجزائر، و رئيس الدورة الحالية لمجلس محافظي البنوك المركزية و مؤسسات النقد العربية، اليوم الاحد بالجزائر العاصمة، أن السياق الاقتصادي الدولي المتميز بتباطؤ النمو وبتسارع التضخم و ارتفاع المديونية يتطلب من الدول العربية العمل المشترك في مجال السياسات الاقتصادية، مبرزا التزام الجزائر الدائم بدعم البلدان العربية الشقيقة التي تواجه صعوبات.

وقال السيد طالب، خلال اشغال الدورة الـ 47 العادية لمجلس محافظي البنوك المركزية ومؤسسات النقد العربية، التي اشرف على افتتاحها الوزير الأول، ايمن بن عبد الرحمان، و التي تنظم تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، ان الوضع في المنطقة العربية "يتطلب مزيدا من التضامن و العمل من طرفنا لا سيما في تحديد السياسات الاقتصادية لمواجهة التقلبات الدورية بتشكيل هياكل ادخارية مضادة للصدمات".

و لفت الى ان صندوق ضبط الإيرادات بالجزائر مكن من "امتصاص جزء معتبر من تقلبات سعر النفط منذ 2014". كما شكل البرنامج الخاص لإعادة التمويل الذي تم اطلاقه سنة 2021 لدعم الانتعاش الاقتصادي ما بعد جائحة كورونا-19 "ردا متوازنا لتبعاتها"، يضيف المحافظ مشددا على "التطورات الملحوظة التي تعرفها المؤشرات الاقتصادية و المالية الكلية للجزائر التي تمضي قدما "في تنويع اقتصادها و عصرنته و الانتقال نحو الابتكار".

وفي هذه الظروف الدولية يقول السيد طالب "ما فتئت الجزائر تدعم البلدان العربية الشقيقة التي تواجه صعوبات شتى و تدعو الى العمل العربي المشترك في اطار المؤسسات الدولية لتوفير الدعم السريع و الضروري لها".

وأوضح في ذات الصدد أن السياق الاقتصادي الدولي و العربي الذي تنعقد فيه اجتماعات هذه الدورة يتميز بارتفاع في أسعار السلع الأساسية و تشديد السياسة النقدية برفع أسعار الفائدة للتخفيف من حدة الموجة التضخمية العالمي و المديونية المرتفعة لدى بعض الدول.

و قد دفعت هذه الظروف الاستثنائية، يضيف، المؤسسات الدولية و الإقليمية الى إعادة النظر في توقعاتها للنمو الاقتصادي حيث يتوقع صندوق النقد الدولي تباطؤ النمو الاقتصادي العالمي في عامي 2023 و 2024 ليبلغ نحو 3 بالمائة مقارنة بنحو 3,5 بالمائة المقدر في 2022.

فيما يتوقع صندوق النقد العربي، وفق السيد طالب، ان يبلغ معدل النمو الاقتصادي للدول العربية حوالي 3,5 بالمائة في 2023 و نحو 4 بالمائة في 2024 مقارنة بنحو 5,6 بالمائة المقدر في سنة 2022 ، متأثرا بتراجع النشاط الاقتصادي العالمي.

من جانب آخر، أكد محافظ بنك الجزائر على أهمية انخراط البنوك العربية في مبادرات تعزيز آليات الدفع و التحويل بين الدول العربية لما لها من أهمية في تطوير التكامل المالي الإقليمي.

وقال السيد طالب ان دعم المصارف المركزية العربية لمنصة "بنى" للمدفوعات التي انشأها صندوق النقد العربي "يعتبر عاملا حاسما في المساهمة في تحقيق الابعاد الاستراتيجية للمنصة في تعزيز فرص التكامل المالي الإقليمي و الربط مع الاقتصاد العالمي".

و لفت الى "الحاجة لاستكمال جهود تضمين العملات العربية وربط بقية البنوك و حث البنوك على تفعيل عمليات التحويل من خلال المنصة و التقدم بمبادرات تعزز فرص الاستفادة من خدماتها".

وبعد ان أبرز أهمية النقاط التي يتضمنها جدول اعمال الاجتماع، على غرار فعالية السياسات النقدية في مواجهة التضخم و التوازن بين تعزيز الرقمنة و الحفاظ على الاستقرار المالي، نوه محافظ بنك الجزائر بمبادرات صندوق النقد العربي لتعزيز الشمول المالي في المنطقة العربية و انشاء شبكة التمويل الأخضر و المستدام.

صندوق النقد العربي: الاقتصادات العربية مدعوة إلى تعزيز المرونة الاقتصادية لمواجهة الصدمات المحتملة



الجزائر - أكد المدير العام ورئيس مجلس إدارة صندوق النقد العربي عبد الرحمن بن عبد الله الحميدي، اليوم الأحد بالجزائر العاصمة، على أهمية تعزيز "المرونة الاقتصادية" داخل الاقتصادات العربية في مواجهة الصدمات الاقتصادية المحتملة، بالنظر الى تأثيرها بالتباطؤ الاقتصادي العالمي.

وأوضح السيد الحميدي، خلال اشغال الدورة الـ 47 العادية لمجلس محافظي البنوك المركزية ومؤسسات النقد العربية، التي أشرف على افتتاحها الوزير الأول، أيمن بن عبد الرحمان، والتي تنظم تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، أن هناك "حاجة ملحة" لتعزيز الاقتصادات العربية وزيادة المرونة الاقتصادية لمواجهة أي صدمة اقتصادية محتملة".

ويتم هذا، يضيف المتحدث، من خلال "الإصلاحات الهيكلية والمؤسسية التي أصبحت ضرورية مع تكثيف جهود تطوير القطاع المالي و أسواق المال في الدول العربية و تعزيز الشمول المالي لتحسين فرص الوصول الى التمويل لمختلف القطاعات".

وأضاف المسؤول أن الدول العربية تواجه في هذه المرحلة تحديات اقتصادية تستلزم منها "بذل الكثير من الجهود والتحرك و تبني سياسات تسمح بتحقيق متطلبات النمو الاقتصادي المنشود، بالنظر الى

ارتفاع معدلات البطالة في المنطقة العربية التي بلغت في العام الماضي نحو 10,7 بالمائة، ما يمثل ضعف المعدل العالمي وفق تقديرات البنك الدولي".

ومن ضمن التحديات أيضا تزايد معدلات المديونية التي وصلت الى نحو 98 بالمائة من الناتج المحلي الإجمالي للدول العربية المقترضة نهاية 2022 علاوة على تذبذب أسعار السلع الأساسية، وفق السيد الحميدي.

وقال أنه أمام الوضع الاقتصادي الدولي المتسم بعدم اليقين "هناك حاجة الى جهود دولية إضافية منسقة للتخفيف من مخاطر وقوع الاقتصاد العالمي في حالة ركود و أزمة ديون".

وفي استعراضه للخطوط العريضة للخطة الاستراتيجية للصندوق 2020-2040، أوضح أنها تهدف لدعم جهود دوله الأعضاء لتحقيق الاستقرار النقدي و المالي، مؤكدا أن الاستحقاقات المستقبلية للصندوق تتمثل في إصدار العملات الرقمية للبنوك المركزية واختيار المزيج الأمثل للسياسات النقدية و الاحترازية للتعامل مع الأزمات الاقتصادية و غير الاقتصادية التي ما انفكت تواجه العالم.

وبعد أن أشاد بجهود البنوك المركزية العربية في ضبط أوضاع القطاع المالي و المصرفي و تعزيز سلامته، نوه المدير العام للصندوق بتوحيد مصرف ليبيا المركزي معتبرا إياه "خطوة ضرورية لبناء المؤسسات و توحيد الجهود للمضي قدما بتطوير القطاع المالي في ليبيا".

كما أبرز من جانب آخر التقدم الحاصل في مبادرة الشمول المالي في المنطقة العربية التي أطلقها الصندوق.

يشار إلى أن صندوق النقد العربي، الذي تأسس سنة 1976 كمؤسسة مالية إقليمية عربية، يهدف أساسا إرساء السياسات وأساليب التعاون النقدي العربي وتطوير الأسواق المالية العربية والعمل على تهيئة الظروف المؤدية إلى إنشاء عملة عربية موحدة وكذا تسوية المدفوعات الجارية بين الدول الأعضاء بشكل يعزز حركة المبادلات التجارية.

ومن ضمن الآليات التي يعتمد عليها الصندوق، تقديم التسهيلات القصيرة والمتوسطة الأجل (القروض) للدول الأعضاء للمساعدة في تمويل العجز الكلي في موازين مدفوعاتها وتنسيق السياسات النقدية للدول الأعضاء وتطوير التعاون بين السلطات النقدية في هذه الدول، علاوة على تحرير وتنمية المبادلات التجارية والمدفوعات الجارية المترتبة عليها وتشجيع حركة انتقال رؤوس الأموال بين الدول الأعضاء.

ويبحث محافظو البنوك المركزية ومؤسسات النقد العربية خلال الاجتماع فاعلية السياسة النقدية في مواجهة التضخم واستعراض العوامل الرئيسة المسببة له ودور السياسة النقدية المالية في الحد من هذه الظاهرة.

كما ستتم مناقشة تنسيق مواقف الدول العربية تجاه التطورات و المستجدات الاقتصادية و المالية العالمية والتوازن بين تعزيز رقمنة الخدمات المالية والحفاظ على الاستقرار المالي والفرص والمخاطر المرتبطة باستخدام التقنيات المالية الحديثة، وكذا استقلالية وتعزيز الشفافية والحوكمة في نشاط البنوك المركزية.

وسينظم الصندوق غدا الاثنين، في إطار اشغال الدورة، مائدة مستديرة حول موضوع "التحديات التي تواجه البنوك المركزية: تفاعل السياستين النقدية و المالية".



تنفيذا لوعود الرئيس تبون.. وزير المالية يكشف لـ"الشروق":

جديد الأجور والقدرة الشرائية و"الدوفيز"

باشرت الحكومة الخطوات الأولى لإعداد قانون المالية لسنة 2024، بالموازاة مع استكمال ضبط قانون المالية التصحيحي للسنة الجارية، حيث ستتضمن موازنة 2024 زيادات جديدة في الأجور بهدف تحسين مستوى القدرة الشرائية للمواطنين، في حين سيتم الإفراج الأسبوع المقبل عن أولى النصوص التطبيقية الخاصة بالقانون النقدي والمصرفي الجديد، حسب ما أكد وزير المالية لعزیز فايد.

وكشف فايد في تصريح لـ"الشروق" على هامش حضوره افتتاح فعاليات الدورة الـ47 لاجتماع مجلس محافظي المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية، عن الشروع في التحضير والإعداد لموازنة 2024، أو قانون المالية للسنة المقبلة، حيث تم عقد أول اجتماع لبداية ضبط الإجراءات الخاصة بالقانون، مبشراً بأن النص الجديد سيتضمن زيادات الأجور التي سبق وأن وعد بها رئيس الجمهورية عبد المجيد تبون، وأيضاً إجراءات جديدة لتحسين القدرة الشرائية للمواطن الجزائري.

الإفراج عن مرسومين تنظيميين خاصين بالقانون النقدي والمصرفي الجديد الأسبوع المقبل

وحسبه، يتم ذلك بدعم من أعلى السلطات في البلاد، حيث تعمل الحكومة على تحسين مستوى معيشة المواطن عبر ضخ زيادات جديدة في الأجور وإجراءات أخرى للحفاظ على **القدرة الشرائية**، بما يتوازي وقدرات الخزينة، مضيفاً: "إطمئناوا ستتم مراعاة كل هذه التوازنات خلال إعداد قانون المالية، الذي لن يتضمن زيادات في الأجور فقط وإنما تحسين المستوى المعيشي."

وبالمقابل، أعلن وزير المالية عن التحضير للإفراج عن النصوص التطبيقية المكملة للقانون النقدي والمصرفي الجديد الذي تم نشره في الجريدة الرسمية شهر جوان المنصرم ودخل حيز التنفيذ في أعقاب ذلك مباشرة، وتتعلق النصوص بمجموعة من الملفات العالقة على غرار كفاءات نشاط مكاتب الصرف المحولة للعملة الصعبة والدينار الرقمي وغيرها من المواد المحتاجة لتفسيرات أكبر يتيح تطبيقها ميدانياً ويشرف عليها بنك الجزائر.

عقد أول اجتماع لضبط مالية 2024 بالموازاة مع استكمال القانون التصحيحي

وأوضح فايد في هذا السياق، أنه سيتم الإفراج الأسبوع المقبل عن نصين تنظيميين جاهزين، في انتظار بقية النصوص التي ستصدر بشكل تدريجي، مع العلم أن بنك الجزائر هو المشرف على الملف والمخول بالعمل عليه.

ومعلوم أن رئيس الجمهورية **عبد المجيد تبون** سبق وأن أقر زيادات في أجور الموظفين، إلى جانب رفع القيمة المالية لمنحة البطالة، والحد الأدنى لمعاشات التقاعد، حيث أمر قبل بداية السنة الجديدة برفع منحة البطالة إلى 15 ألف دينار، مع تكفل الدولة بتكلفة التغطية الاجتماعية للمستفيدين منها، ورفع الحد الأدنى لمنحة التقاعد إلى 15 ألف دينار، لمن كان يتقاضى أقل من 10 آلاف دينار، وإلى 20 ألف دينار لمن كان يتقاضى 15 ألف دينار، أما بخصوص أجور الموظفين، فأقر أن تتراوح الزيادة عامي 2023 و2024، بين 4500 دينار و8500 دينار، في كل سنة، حسب الرتب.



محافظ بنك الجزائر صلاح الدين طالب:

الجزائر واجهت محنة النفط بصندوق ضبط الإيرادات

أكد صلاح الدين طالب محافظ بنك الجزائر ورئيس الدورة الحالية لمجلس محافظي البنوك المركزية ومؤسسات النقد العربية، أن السياق الاقتصادي الدولي المتميز بتباطؤ النمو وبتسارع التضخم وارتفاع المديونية يتطلب من الدول العربية العمل المشترك في مجال السياسات الاقتصادية، مبرزًا التزام الجزائر الدائم بدعم البلدان العربية الشقيقة التي تواجه صعوبات.

وقال طالب، خلال أشغال الدورة الـ47 العادية لمجلس محافظي البنوك المركزية ومؤسسات النقد العربية، التي أشرف على افتتاحها الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان، والتي تنظم تحت رعاية رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، أن الوضع في المنطقة العربية "يتطلب مزيدا من التضامن والعمل من طرفنا لاسيما في تحديد السياسات الاقتصادية لمواجهة التقلبات الدورية بتشكيل هيكل ادخارية مضادة للصدمات."

رئيس مجلس صندوق النقد العربي: إصدار العملات الرقمية للبنوك مستقبلا

ولفت طالب إلى أن صندوق ضبط الإيرادات بالجزائر مكن من "امتصاص جزء معتبر من تقلبات سعر **النفط** منذ 2014"، كما شكل البرنامج الخاص لإعادة التمويل الذي تم إطلاقه سنة 2021 لدعم الانتعاش الاقتصادي ما بعد جائحة كورونا-19 "ردا متوازنا لتبعاتها"، يضيف المحافظ، مشددا على

“التطورات الملحوظة التي تعرفها المؤشرات الاقتصادية والمالية الكلية للجزائر التي تمضي قدما في تنويع اقتصادها وعصرنته والانتقال نحو الابتكار.”

وفي هذه الظروف الدولية، يقول طالب “ما فتئت **الجزائر** تدعم البلدان العربية الشقيقة التي تواجه صعوبات شتى وتدعو إلى العمل العربي المشترك في إطار المؤسسات الدولية لتوفير الدعم السريع والضروري لها.”

من جهته، أكد المدير العام ورئيس مجلس إدارة صندوق النقد العربي عبد الرحمن بن عبد الله الحميدي، على أهمية تعزيز “المرونة الاقتصادية” داخل الاقتصادات العربية في مواجهة الصدمات الاقتصادية المحتملة، بالنظر إلى تأثيرها بالتباطؤ الاقتصادي العالمي، موضحا أن هناك “حاجة ملحة لتعزيز الاقتصادات العربية وزيادة المرونة الاقتصادية لمواجهة أي صدمة اقتصادية محتملة.”

وفي استعراضه للخطوط العريضة للخطة الاستراتيجية للصندوق 2020-2040، أوضح أنها تهدف لدعم جهود دوله الأعضاء لتحقيق الاستقرار النقدي والمالي، مؤكدا أن الاستحقاقات المستقبلية للصندوق تتمثل في إصدار العملات الرقمية للبنوك المركزية واختيار الميزج الأمثل للسياسات النقدية والاحترازية للتعامل مع الأزمات الاقتصادية وغير الاقتصادية التي ما انفكت تواجه العالم.



الوزير الأول: الجزائر تساند دائما الإستقرار المالي والنقدي في المنطقة العربية

قال الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن، أن الجزائر رغم مختلف الأزمات التي مر بها العالم. تشهد تطورات ملحوظة من حيث المؤشرات الاقتصادية الكلية والمالية. وأشار الوزير الأول خلال الإجتماع السنوي السابع والأربعين لمحافظي المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية. أن الناتج الداخلي الخام وبعد إعادة تقييمه عبر مراجعة سنة الأساس بلغ 233 مليار دولار سنة 2022. وبلغ متوسط نصيب الفرد من الناتج الداخلي الخام



5187 دولار لسنة 2022.

وأضاف الوزير الأول أن هذا الاجتماع يشكل فرصة لدعم الدور الهام الذي تضطلع به المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية. لتحقيق المزيد من التعاون وتبادل الخبرات في مجال عمل المصارف المركزية

بين الدول العربية. كما من شأنه أن يكون فرصة لتنسيق جهود الدول العربية وتوحيدها في مواجهة التحديات الحالية. لاسيما فيما يخص السياسات المالية والنقدية وكذا الشمول المالي وتعزيز الرقمنة في مجال الخدمات المالية.

كما تسعى الجزائر دوما إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن بدعم المواد الواسعة الاستهلاك وانتهاج سياسة اقتصادية فعالة لمجابهة التضخم لاسيما منه المستورد. حيث حقق الميزان التجاري الجزائري 2022 فائضا بقيمة 26 مليار دولار. كما يتوقع ان يستمر الميزان التجاري سنة 2023 في تحقيقه فائضا بالرغم من تراجع أسعار المحروقات مقارنة بسنة 2022.

وأكد ذات المسؤول أن الجزائر ماضية قدما في إستراتيجية تنويع اقتصادها ومصادر إيراداتها وتوسيع استثماراتها الأكثر إنتاجية. ومن هذا المنطلق سنت الحكومة مؤخرًا قوانين جديدة، على غرار القانون النقدي والمصرفي وقانون الاستثمار الذي يضع الأسس التنظيمية وكذا الحوكمة الضرورية لبناء اقتصادي متجدد يهدف إلى تنمية مستدامة.

وأوضح الوزير الأول، أن الجزائر ساندت دائما الإستقرار المالي والنقدي في المنطقة العربية. وسيظل التزامنا بهذه المبادئ ثابتا، لأننا نؤمن إيمانا راسخا بأن الاقتصاد هو حجر الزاوية في التنمية المستدامة. كما أنه من الضروري، في هذا العالم المتغير باستمرار والمتسم بتحديات اقتصادية غير مسبوقه. أن نعمل معًا لتعزيز الاستقرار المالي وتعزيز النمو الاقتصادي وتحسين نوعية حياة المواطن العربي.



100 أورو مقابل الدينار.. انخفاض طفيف في “السكوار”

شهدت أسعار صرف العملة الأوروبية الموحدة “الأورو” مقابل الدينار الجزائري انخفاضا خفيفا في [السوق](#) السوداء بالجزائر العاصمة.

وقد وصل سعر 100 أورو في ساحة بورسعيد بالجزائر العاصمة إلى 22300 دينارًا جزائريًا للشراء و22500 دينارًا للبيع.

ومن جانبه، يشهد الدولار الأمريكي استقرار في “السكوار”، حيث وقف عند 20700 دينار جزائري للبيع



ومقابل 20500 دينار جزائري للشراء.

كما استقر أيضا الدولار الكندي، في السوق الموازية عند 15000 ديناراً جزائرياً للبيع و 14800 ديناراً للبيع على مستوى السوق الموازية.

وفي المقابل، ظل الجنيه الإسترليني في السكوار عند 25700 دينار جزائري للبيع، و 25500 دينار جزائري للشراء.

الأسبوع الماضي.. ارتفاع جنوني في “السكوار”

وشهدت أسعار صرف العملة الأوروبية الموحدة “الأورو” مقابل الدينار الجزائري ارتفاعاً جنونياً في السوق السوداء بالجزائر العاصمة.

كما وصل سعر 100 أورو في ساحة بورسعيد بالجزائر العاصمة، الأسبوع الماضي إلى 22650 ديناراً جزائرياً للشراء و22850 ديناراً للبيع.

ومن جانبه، يشهد الدولار الأمريكي استقراراً في “السكوار”، حيث وقف عند 20700 دينار جزائري للبيع ومقابل 20500 دينار جزائري للشراء.

كما استقر أيضا الدولار الكندي، في السوق الموازية عند 15000 ديناراً جزائرياً للبيع و 14800 ديناراً للبيع على مستوى السوق الموازية.

وفي المقابل، ظل الجنيه الإسترليني في السكوار عند 25700 دينار جزائري للبيع، و 25500 دينار جزائري للشراء.



حجز كمية معتبرة من المواد الغذائية الموجهة للتهريب بإن قزام

تمكن أعوان الفرقة المتنقلة للجمارك التابعة لمصالح مفتشية الأقسام للجمارك بإن قزام، من حجز كمية “معتبرة” من المواد الغذائية كانت موجهة للتهريب.

وحسبما علم اليوم الأحد لدى ذات الهيئة النظامية، يتعلق الأمر بـ 140 كيس سكر وزن 25 كلغ، و72 كيس فرينة (25 كلغ).



بالإضافة إلى ثلاث سيارات رباعية الدفع استعملت في نقل البضائع الموجهة للتهريب، مثلما جرى توضيحه.

وتكرس هذه العملية تنسيق الجهود الميدانية بين أجهزة الدولة في مكافحة شتى أشكال الجريمة العابرة للحدود. لاسيما تهريب المواد المدعمة وذات الاستهلاك الواسع.



الوزير الأول يكشف عن مؤشرات إيجابية للاقتصاد الجزائري:

233 مليار دولار الناتج الداخلي الخام.. وسنواصل إجراءات تحسين القدرة الشرائية”

الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمان

كشف الوزير الأول أيمن بن عبد الرحمن عن مؤشرات إيجابية للاقتصاد الجزائري خلال الفترة الأخيرة رغم الأزمات العالمية.

ويظهر ذلك جليا حسب بن عبد الرحمن عبر تحسن الناتج الداخلي الخام ومتوسط نصيب الفرد منه، بعد ضبط الاحصائيات الدقيقة للسنة الحالية، وكذا انتعاش الميزان التجاري، مطمئنا باستمرار إجراءات دعم القدرة الشرائية وتنويع الاقتصاد وتوسيع الاستثمار مستقبلا.

وقال الوزير الأول الأحد، خلال تدشينه أشغال الدورة الـ47 لمجلس محافظي المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية، بالمركز الدولي للمؤتمرات بالجزائر العاصمة، بحضور كل الدول العربية، أن هذا الاجتماع يشكل فرصة لدعم الدور الهام الذي تضطلع به المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية لتحقيق المزيد من التعاون وتبادل الخبرات في مجال عمل المصارف المركزية بين الدول العربية.

كما اعتبر بن عبد الرحمن الاجتماع، فرصة لتنسيق جهود الدول العربية وتوحيدها في مواجهة التحديات الحالية لاسيما فيما يخص السياسات المالية والنقدية وكذا الشمول المالي وتعزيز الرقمنة في مجال الخدمات المالية.

وشدد الوزير الأول على أن الجزائر، رغم مختلف الأزمات التي مر بها العالم، تشهد تطورات ملحوظة من حيث المؤشرات الاقتصادية الكلية والمالية حيث بلغ الناتج الداخلي الخام بعد إعادة تقييمه عبر مراجعة سنة الأساس 233 مليار دولار سنة 2022 وبلغ متوسط نصيب الفرد من الناتج الداخلي الخام 5187 دولار لسنة 2022.

فضلا عن ذلك، تسعى الجزائر دوماً إلى الحفاظ على القدرة الشرائية للمواطن بدعم المواد الواسعة الاستهلاك وانتهاج سياسة اقتصادية فعالة لمجابهة التضخم لاسيما منه المستورد.

من جهة أخرى، حقق الميزان التجاري الجزائري 2022 فائضا بقيمة 26 مليار دولار كما يتوقع ان يستمر الميزان التجاري سنة 2023 في تحقيقه فائضا بالرغم من تراجع أسعار المحروقات مقارنة بسنة 2022.

وأكد رئيس الجهاز التنفيذي أن الجزائر ماضية قدما في إستراتيجية تنويع اقتصادها ومصادر إيراداتها وتوسيع استثماراتها الأكثر إنتاجية، ومن هذا المنطلق سنّت الحكومة مؤخرًا قوانين جديدة، على غرار القانون النقدي والمصرفي وقانون الاستثمار الذي يضع الأسس التنظيمية وكذا الحوكمة الضرورية لبناء اقتصادي متجدد يهدف إلى تنمية مستدامة.

واعتبر المتحدث أنه من الضروري، في هذا العالم المتغير باستمرار والمتسم بتحديات اقتصادية غير مسبوقة، أن العمل لتعزيز الاستقرار المالي وتعزيز النمو الاقتصادي وتحسين نوعية حياة المواطن العربي، كأهداف يمكن أن تؤدي المصارف المركزية ومؤسسات النقد العربية دورًا جوهريًا، بل ومحوريًا في تحقيقها.

وفي هذا المنظور، يتعين على بلدان المنطقة، حسب بن عبد الرحمن، أن تدرك أهمية الابتكار والتحول الرقمي في القطاع المالي، وأن تواكب التكنولوجيات المالية الحديثة التي ستحدث، لا محالة، قفزة نوعية في التعاملات الاقتصادية، وكذا في منابع النمو الاقتصادي، ومن ثم، فإن الجزائر، من خلال قانونها النقدي والمصرفي الجديد، ماضية في تدعيم رقمنة اقتصادها مع الحرص على ضمان أمن وموثوقية أنظمتها المالية.

وأغتنم الوزير الأول هذه الفرصة، لتثمين إنجاز صندوق النقد العربي لمنصة “بني” في سنة 2018، وفقا للمعايير والمبادئ والمتطلبات الدولية في السوق المصرفية العالمية، كعمل عربي مشترك من شأنه أن يساهم في تحسين البنية التحتية للمدفوعات في الوطن العربي بهدف تسهيل التبادلات التجارية والاستثمارية وتأمينها، حيث تمّ من خلالها ربط العديد من المصارف المركزية والتجارية العربية.

وسيشهد العالم بحسب توقعات الخبراء، تباطؤًا في نموه الاقتصادي، من 3.4 بالمائة في عام 2022 إلى أقل في عام 2023، واستمرارا للتضخم عند مستوى مرتفع نسبيًا قد تقدر بـ 6.8 بالمائة في عام 2023.

980مليار دولار.. احتياطات النقد العربية

كما شهدت ارتفاع أسعار المواد الأولية، تحديا لاقتصادات منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا، خاصة في ظل تضخم أسعار المواد الغذائية الذي يزيد عن 10 بالمائة والذي يؤثر بشدة على الاقتصادات النامية

في المنطقة، وعلى الرغم من أن اقتصادات الشرق الأوسط وشمال أفريقيا، التي تحوز على احتياطات خارجية رسمية تفوق 980 مليار دولار، كما ارتفع التمويل الخارجي للاحتياجات المالية لبعض الدول العربية في ظل ارتفاع أسعار الفائدة العالمية، قد زاد من تفاقم حجم الدين الحكومي في العديد من الدول العربية حيث بلغ الدين العام الخارجي للدول العربية أكثر من 360 مليار دولار، وهذا ما يشكل انشغالا مُلحاً على السياسيات العمومية وكيفية تكييفها للحد من الانعكاسات على الوضع الاقتصادي العام وكذا الاستقرار المالي للبلدان العربية في الوقت الحالي.

الشعب

وزير المالية لعزیز فايد في تصريح حصري لـ «الشعب»: إجراءات لحماية القدرة الشرائية ضمن قانون المالية 2024

■ صدور نصين تطبيقيين لقانون النقد والصراف الأسبوع المقبل

على المستوى الدولي. ويتضمن القانون الجديد، الذي يندرج ضمن الالتزامات 54 للسيد رئيس الجمهورية، فيما يتعلق بالإصلاحات الكبرى للحكومة المالية في الجزائر، إجراءات فعالة لتسهيل وسرعة العمليات المالية، خاصة ما تعلق بصدور قانون الاستثمار الجديد. ومن بين أهم ما تضمنه قانون النقد والصراف، نذكر تطوير وسائل الدفع، من خلال إنشاء لجنة وطنية مسؤولة عن وضع مشروع الاستراتيجية الوطنية لتطوير وسائل الدفع ومراقبة تنفيذها بعد اعتمادها من السلطات العمومية بهدف تعزيز التعاملات المصرفية والشمول المالي.

المركزية ومؤسسات النقد العربية، أمس، إن بداية إصدار النصوص التنفيذية لقانون النقد والصراف، ستكون مع مرسومين خلال الأسبوع المقبل، علما أنه سيقوم بإصدارها بنك الجزائر.

وفي رده عن سؤال حول مشروع قانون المالية لعام 2024، لم يخف الوزير بأن إعداد المشروع جار وسيضمن إجراءات لحماية القدرة الشرائية.

يذكر، أن البرلمان بغرفتيه كان قد صادق على نص القانون النقدي والمصرفي، الذي تهدف أحكامه إلى عصنة المنظومة البنكية وتعزيز مهامها التنظيمية والرقابية وبالتالي تمكينها من مواكبة الممارسات المعمول بها

كشفت وزير المالية لعزیز فايد، في تصريح حصري لـ «الشعب»، أنه خلال الأسبوع المقبل، من المقرر أن يصدر بنك الجزائر نصين تطبيقيين لقانون النقد والصراف. مؤكداً أن إعداد مشروع قانون المالية جار في الوقت الحالي، مطمئنا الجبهة الاجتماعية بأنه يحمل لهم إجراءات لحماية القدرة الشرائية.

فضيلة بودريش

قال وزير المالية لعزیز فايد، على هامش الجلسة الافتتاحية لاجتماع الدورة السابعة والأربعين لمجلس محافظي المصارف



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

⚡ Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

✉ dc@mf.gov.dz

☎ Poste: 2784

www.mf.gov.dz



@MFinance_dz



@MFinancesdz



وزارة المالية الجزائرية MFINANCES CHANNEL



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger